

UNION POPULAIRE

N° 10 du 6 FÉVRIER 2025 SPÉCIAL ÉLECTIONS

INFOS

Élections municipales du 23 mars 2025

GENÈVE • LANCY • ONEX

DÉFENDONS DE MEILLEURES FINIS DE MOIS AVEC L'UNION POPULAIRE

Le canton de Genève est l'un des plus riches de Suisse, mais c'est aussi le plus inégalitaire. Alors que les très grosses fortunes y croissent à une vitesse phénoménale, la majorité de la population est confrontée à une dégradation de sa qualité de vie.

Les salaires réels stagnent ou diminuent. Les hausses incessantes des loyers, des assurances maladies et des prix à la consommation menacent de rendre Genève invivable pour les milieux populaires.

Aujourd'hui, même deux salaires ne suffisent pas toujours à faire face à l'ensemble des dépenses quotidiennes: logement, nourriture, transport, santé ou encore garde d'enfants. De nombreuses familles sont contraintes de se serrer la ceinture.

L'Union Populaire s'engage aux côtés de la population pour une ville populaire, afin que chacun-e puisse vivre dignement dans ce canton, qui ne doit pas être réservé aux nantis.

Nos listes combatives défendent des communes solidaires, capables d'assurer les prestations répondant aux besoins de la population. Il s'agit notamment de garantir un accès équitable à des crèches, des

écoles, des activités culturelles et sportives, ainsi qu'à des services d'aide sociale efficaces.

Défendre des communes populaires, c'est aussi agir à la fois pour enrayer le réchauffement climatique et pour y répondre concrètement par des aménagements permettant d'abaisser les températures, en particulier dans les zones urbaines. Car les conséquences du réchauffement climatique et de la pollution se font d'ores et déjà sentir. Et comme pour le reste, elles sont inégalement réparties. Ce sont d'abord les milieux populaires – en particulier les aîné-e-s et les enfants – qui en subissent les conséquences sur leur santé.

Il est urgent de défendre un espace public au service du bien commun plutôt que des profits privés, ensemble nous pouvons changer la donne ! Ne laissons pas la droite poursuivre sa casse sociale ni livrer nos communes aux appétits financiers des spéculateurs.

Nous devons œuvrer à l'émergence d'une majorité de gauche dans laquelle la gauche combative jouera un rôle essentiel de défense des milieux populaires.

Changeons nos villes, pour changer nos vies.



VOTEZ - VOTEZ - VOTEZ

Ville de Genève:
LISTE 1 EAG-UP

Lancy
LISTE 5 UP

Onex
LISTE 2 UP





EAG-UP LISTE 1 : UNE LISTE UNITAIRE DE LA GAUCHE COMBATIVE

En Ville de Genève, l'Union Populaire a atteint son objectif : une liste commune de la gauche combative avec Ensemble à Gauche (solidarité, PdT, DAL).

Cette unité électorale est une excellente nouvelle: elle nous permet de nous battre ensemble pour surmonter le quorum antidémocratique de 7%. En faisant élire nos candidat-e-s, nous entendons défendre un programme politique ambitieux.

Face à une droite et une extrême droite qui détruisent chaque jour un peu plus nos conditions de vie, nos acquis sociaux et nos mécanismes de solidarité, notre présence au Conseil municipal et le maintien d'une majorité de gauche sont un point d'appui important.

L'union de toutes les forces de la gauche combative permettra de peser efficacement en Ville de Genève. Notre alliance électorale apporte un souffle nouveau: elle s'appuie sur nos luttes communes et sera au service du monde du travail, des familles populaires et de toutes celles et ceux qui subissent l'injustice sociale.

Nous défendons une politique résolument tournée vers la solidarité, la justice fiscale et l'écologie, pour que Genève soit une ville accessible à toutes et à tous. ■

Contre l'extrême droite, l'unité populaire !

La montée de l'extrême droite y compris dans ses formes les plus dures, est un vrai danger.

Après les avancées du Rassemblement national en France, l'élection de Trump représente un séisme politique.

Le récent sommet de Davos a aussi démontré que les élites économiques sont prêtes à se rallier à la droite la plus réactionnaire sans le moindre état d'âme.

L'enrichissement massif d'une petite minorité au détriment de la grande majorité d'entre nous et de notre environnement menace notre bien être et nos libertés. Il justifie la privatisation des services publics. Il alimente les discriminations sexistes, le racisme et le nationalisme. Il conduit au militarisme et à la guerre. Il resuscite le spectre du fascisme et accompagne le négationnisme climatique. Ce contexte enhardit de plus en plus la droite et l'extrême droite suisse et genevoise qui y cherchent une légitimité pour leur volonté de démontage social et de réduction de nos droits démocratiques. Partout l'absence d'une gauche de rupture pave la voie à l'extrême droite.

Pour lutter efficacement, nous devons viser un front populaire qui réponde à nos préoccupations sociales! ■



Le sanglant génocide à Gaza n'aurait pas été possible sans le soutien inconditionnel des principaux pays occidentaux, y compris la Suisse. Dans ce contexte, les communes genevoises doivent prendre position pour la reconnaissance d'un État palestinien et contribuer à l'effort solidaire en soutenant financièrement les organisations internationales, notamment l'UNRWA. ■



SIGNEZ LE RÉFÉRENDUM CANTONAL CONTRE LES «LOIS CORSETS»

La droite majoritaire au Grand Conseil veut démanteler les services publics et les prestations à la population. Elle a voté deux lois imposant qu'en cas de budget déficitaire, aucun poste ne sera créé à l'État et que la croissance des charges sera limitée à l'augmentation de la population. Cela conduirait à des coupes dramatiques dans les prestations mettant des milliers d'habitant-es du canton dans des situations difficiles.

Les besoins de l'État n'évoluent pas en parallèle à la démographie ! Le vieillissement de la population sans même que celle-ci ne croisse entraîne des besoins accrus.

Ces lois sabreraient dans la santé, l'aide sociale, l'emploi ou l'éducation. Ce sont des propositions irresponsables, mettant en danger la population !

PRIORITÉS DE L'UNION POPULAIRE



1 Des logements abordables répondant à la demande des habitant·e·s

Ces dix dernières années, dans le canton de Genève, 50 % des nouvelles constructions sont des villas ou des appartements à vendre, pourtant inaccessibles à la majorité de la population. L'Union Populaire veut que la création de logement sorte des logiques profits et réponde aux besoins de la population. Les communes ont un rôle important à jouer en faveur de logements bon marché de qualité. Cela passe d'abord par l'acquisition de terrains et de bâtiments afin d'accroître le parc immobilier public. Il est aussi nécessaire de lutter contre la spéculation immobilière et d'encadrer les loyers, y compris pour les propriétés privées. Le logement ne doit pas être une marchandise, mais un droit pour toutes et tous.

2 Des services publics répondant aux besoins de la population

L'Union Populaire défend des services publics forts, permettant de répondre aux besoins, avec la gratuité comme horizon. Les services publics jouent un rôle essentiel de répartition des richesses. Ils assurent des prestations vitales pour la société : enseignement, soins, transport, etc. Pourtant, ils sont sous le feu des attaques de la droite et de l'extrême droite qui tentent par tous les moyens de les démanteler. Les milieux populaires sont les premières victimes de cette politique antisociale. Les femmes sont souvent appelées à compenser le recul des services publics par l'augmentation des tâches domestiques. C'est pourquoi nous avons lancé deux initiatives pour garantir la gratuité du parascolaire et des crèches, tout en garantissant une place pour chaque enfant.

3 Une rupture écologique vite !

La Suisse et Genève ont pris beaucoup de retard pour prendre des mesures visant à enrayer le réchauffement climatique. Les fortes majorités de droite au Grand Conseil et au Parlement fédéral bloquent toutes les initiatives dans ce sens. C'est pourquoi les communes ont un rôle important à jouer en favorisant massivement les transports publics et la mobilité douce comme alternative au transport individuel motorisé. Réduire l'espace dévolu à la voiture permet aussi de développer davantage de lieux conviviaux permettant de recréer des liens sociaux. L'Union Populaire propose donc le financement par les communes de la moitié du coût des abonnements TPG.

4 Défendons nos salaires

Le coût de la vie prend l'ascenseur, sous l'effet de l'inflation et des hausses continues des primes maladie et des loyers. Les salaires réels stagnent ou diminuent pour la plupart d'entre-nous. A l'inverse, les grosses fortunes et les bénéficiaires des grosses entreprises ont augmenté à une vitesse spectaculaire ces dernières années. Il est urgent de garantir des revenus permettant de vivre dignement de son travail. Cela passe par une indexation des salaires au coût de la vie. Les communes ont un rôle à jouer, notamment en municipalisant les services publics chaque fois que c'est nécessaire et en versant systématiquement l'annuité et l'indexation à la fonction publique.

Ville de Genève : les 20 candidatures UNION POPULAIRE de la LISTE 1·EAG-UP



1. Jean BURGERMEISTER
ancien député EAG-UP membre de la Commission des finances du Grand Conseil, secrétaire syndical, membre de Pro Natura et de l'ASLOCA



2. Adeline SUTER
diplômée HEAD, graphiste indépendante, formatrice d'adultes, animatrice parascolaire, syndiquée SIT, militante pour les droits des femmes, l'égalité et l'inclusion



3. Sacha CAMPORINI
avocat, membre de l'Association des Juristes Progressistes (AJP), conseiller municipal suppléant EAG-UP



4. Julia GOSSE
étudiante en psychologie et en neurosciences, membre de La France Insoumise (LFI-Genève)



5. Rémy PAGANI
ancien Maire de Genève et conseiller admin. au dpt des constructions, ancien député EAG-UP, anc. assistant social et secrétaire syndical SIT et SSP



6. Audrey SCHMID
syndicaliste, ancienne conseillère municipale EAG-UP, membre des Ami-e-s du Collège du Travail



7. Kevin UDRISARD
enseignant, membre du comité de l'Union du corps enseignant secondaire genevois (UCESG), délégué au Cartel intersyndical, violoniste



8. Fitore DURAKU
employée de commerce, membre d'une troupe de théâtre, en mesure de réinsertion dans le domaine du social



9. Olivier BAUD ens. spécialisé retraité, anc. député EAG-UP, anc. prés. du Municipal, du Cartel intersyndical, et de la SPG, membre SSP, Pro Vélo, AVIVO, CUP



10. Hivda ORTULU
aide-soignante, membre de l'Association de solidarité des peuples de Genève (ASOP)



11. Steev LEMERCIER
musicien, performer, DJ, artiste plasticien, membre de Personnes Vivant Avec (PVA), comité Honegger



12. Emma AZCONEGUI
laborantine en biologie, fondatrice du « Cri de la Carotte » au 53 boulevard Carl-Vogt à la Jonction



13. Esteban MUNOZ
syndicaliste, représentant EAG à la Fondation pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de GE (Fondetec), membre du PC



14. Marie KUNZ
enseignante, membre de la Fédération des associations de Maître-esse-s du Cycle d'Orientation (FAMCO), militante féministe



15. Eyyup YILDIZHAN
archiviste, membre de l'Association de Solidarité des Peuples de Genève (ASOP)



16. Gladys Maria CORREDOR CASTRO
directrice à l'Association des Familles Monoparentales (AFM), juge assesseur à la Comm. de conciliation en matière de baux et loyers, conteuse



17. Gaétan MUGNY
étudiant en arts à l'ECC, vidéaste amateur, militant pour le climat



18. Devrim KAMAZ-SAHIN
tenancière et cuisinière au Café Gavroche, militante féministe, engagée dans la défense des femmes migrantes



19. Gazi SAHIN
restaurateur au Café Gavroche, conseiller municipal EAG-UP, membre de la Commission des Arts et de la Culture



20. Bénédicte BAUD
bibliothécaire, membre du syndicat SIT et de l'Association des habitant-e-s de la Jonction (AHJ)

10 mesures concrètes pour commencer à changer la vie en Ville de Genève



Une place de crèche gratuite pour chaque enfant

Il manque plus de 1000 places de crèche en Ville de GE et leur coût reste prohibitif malgré les subventions. Beaucoup de familles y renoncent faute de moyens et d'offres. Pourtant, deux revenus sont indispensables pour une famille. Et si l'un des parents réduit son temps de travail, c'est souvent la mère, qui voit son salaire, sa retraite et sa carrière pénalisés. Pour atteindre notre objectif, il faut construire au moins 2 crèches par an.



Gratuité du parascolaire et des cuisines scolaires

La gratuité de l'accueil parascolaire et des cantines scolaires est un levier essentiel pour réduire les inégalités. Elle soulage les budgets familiaux et facilite la conciliation entre vie professionnelle et vie de famille. En garantissant à chaque enfant l'accès à une alimentation saine et à un environnement éducatif de qualité, on renforce l'égalité des chances, indépendamment des revenus.



Création de 200 appartements par an à loyers abordables

La construction de logement bon marché répond à la nécessité de loger l'immense majorité de la population genevoise qui est de plus en plus repoussée à la périphérie. Pour y parvenir, l'achat systématique de terrains permet de développer des coopératives et des logements d'utilité publique. En parallèle, la création d'un service de protection des locataires garantit une meilleure défense et contribue à sécuriser durablement le parc locatif contre la spéculation immobilière.



Isolation en urgence des bâtiments de la Ville de Genève

Pour lutter contre le réchauffement climatique, la Ville de Genève doit isoler ses 800 bâtiments, afin de les rendre neutres au plan énergétique. Il s'agit aussi de végétaliser 10 % des surfaces réservées à la voiture, en créant des espaces piétons, cyclables et des voies TPG. Chaque année, deux « îlots de fraîcheur » devront également voir le jour dans les quartiers les plus exposés pour lutter contre les conséquences du réchauffement climatique.



Compensation financière du prix des billets d'entrées et de la création

Pour une culture populaire et accessible, il est indispensable de soutenir l'ensemble de l'expression artistique en compensant une part substantielle du prix des billets, afin de valoriser la création tout en maintenant des tarifs abordables. Il importe également de mettre à disposition des locaux dédiés aux initiatives culturelles alternatives. Enfin, le soutien aux coopératives artistiques permet de mutualiser les ressources et de garantir une rémunération équitable aux artistes.

Municipalisation des services et infrastructures stratégiques



Il s'agit de la récolte des ordures, des crèches, du Grand Théâtre, du nettoyage, du réseau de fibre optique, etc. Cette municipalisation permet de mettre ces services à l'abri de la logique purement marchande, pour assurer une gestion dictée par l'intérêt général plutôt que le profit privé. Elle garantit aussi des conditions de travail plus stables et une meilleure protection sociale pour les employé·e·s. Enfin, cette maîtrise publique favorise la transparence, assure la démocratisation des décisions et pérennise les services indispensables à la population.



Subvention de 50% des abos TPG

Cette mesure complète la gratuité pour les jeunes en étendant l'abo à prix réduit de 50 % pour les seniors à tous les habitant·e·s de la Ville. Un pas en avant vers la gratuité nécessaire en la matière, qui soulage le porte-monnaie des familles de milieux populaire et encourage à renoncer au transport individuel motorisé polluant et insoutenable.

Rendre des quartiers à leurs habitant·e·s les weekend

On vise une ville plus conviviale en rendant, chaque week-end, certains quartiers aux piéton·ne·s et aux cyclistes, sans trafic motorisé, pour y encourager des activités collectives. La création d'une nouvelle piscine publique tous les deux ans complète cet élan, tout comme la rénovation



et la multiplication des places de jeux pour tous les âges. Ensemble, ces mesures renforcent la cohésion sociale et améliorent la qualité de vie de chaque habitant·e.

Affecter les Halles de l'île à une coopérative (type Bains des Pâquis) et y subventionner un restaurant populaire aux repas à moins de 10 Fr.



Pour développer un tissu économique répondant à nos besoins, nous devons soutenir des formes différentes de production (coopérative). Il est également essentiel de soutenir les artisans et petits commerçants, en mettant fin aux taxes déguisées et de les exonérer du paiement pour l'enlèvement des ordures.



Ouverture tous les ans d'un centre de santé communautaire de quartier

Pour garantir une santé accessible, il est essentiel d'ouvrir chaque année un centre de santé communautaire dans les différents quartiers, offrant consultations médicales de base, prévention et accompagnement social de proximité.

En parallèle, l'augmentation des permanences sociales et médicales gratuites de proximité permettra de répondre aux besoins, en particulier pour les personnes précarisées. Ces mesures ont pour but de réduire les barrières notamment financières, tout en renforçant prévention et dépistage. ■

En Ville de Genève, on votera en principe sous peu sur l'achat par la commune de la « Campagne Masset » et de la grande maison du 18^e qu'elle comporte, appartenant aujourd'hui au dessinateur ZEP, ceci pour une vingtaine de millions de francs.

Il s'agit d'en faire un grand parc public, dans le quartier extrêmement dense des Charmilles où les habitant·e·s ne sont pas du tout gâtés du côté des espaces verts. Cet achat répond donc à un besoin réel de la population.

Mais les opposant·e·s à cette municipalisation bienvenue (PLR, Verts libéraux, Centre et UDC) ont fait aboutir un référendum pour barrer la route au parc et conserver la belle propriété en question en mains privées.

Honteux !

ONEX: LISTE 2 - UNION POPULAIRE



1. **Sophie MARCHAND**
27 ans, danseuse de formation, infirmière, candidate au Conseil administratif et au Conseil municipal



2. **Théo WIDER**
26 ans, étudiant en master en Histoire transnationale, candidat au Conseil administratif et au Conseil municipal



3. **Liliane MARCHAND**
60 ans, technicienne en analyses biomédicales aux HUG, membre d'Avenir Syndical



4. **Leonor BUSCAGLIA**
51 ans, aide-soignante, membre d'Avenir Syndical



5. **Yamile RESTREPO**
71 ans, retraitée

La dernière présence de la gauche combative au Conseil municipal d'Onex date de 1999... Il est temps de réinvestir les lieux afin de défendre les milieux populaires contre les politiques néolibérales dévastatrices tant socialement qu'écologiquement.

La présence de l'Union Populaire au Conseil Municipal d'Onex permettrait de renforcer la majorité de gauche en lui donnant une impulsion populaire.

Au Conseil administratif, nous voulons participer à la reconquête d'une majorité pour isoler tant le PLR que l'extrême droite populiste.

Pour cela, nous avons conçu un programme qui met au centre les besoins de de la population, mais aussi la nécessité d'un changement en matière d'écologie.

Nous faisons l'expérience des conséquences dramatiques du changement climatique. Nous défendons des mesures immédiates qui tracent aujourd'hui le chemin pour des politiques de ruptures à plus long terme.

Voter pour l'Union Populaire, c'est donner un coup de barre à gauche dans la politique onésienne en luttant pour les intérêts des classes populaires afin de répondre à leurs problèmes urgents: les fins de mois difficiles, des services publics insuffisants, le manque de logements à prix abordable.

Nous voulons défendre des projets comme la gratuité des crèches et du parascolaire, mais aussi des mesures concrètes autour de la lutte contre le réchauffement climatique.

Nous voulons notamment :

- Une augmentation des subvention vélo et abonnement TPG
- La création de potagers partagés favorisant la biodiversité et le lien social
- La mise à disposition gratuite d'un lieu de réparation pour les vélos
- Une végétalisation des murs d'immeubles et des locaux municipaux
- La création de places de crèche municipalisées, gratuites et en nombres suffisant et structure de garde pour enfants la nuit.
- L'introduction de petits-déjeuners équilibrés dans les établissements scolaires.
- Une augmentation des constructions de logements abordables (HBM, HLM et coopératives).
- Créer une cellule d'écoute et de prévention sur les violences sexistes et sexuelles. ■

Préserver les profits des promoteurs face aux intérêts de la population d'Onex? NON

La droite et l'extrême-droite onésiennes ont lancé un référendum municipal contre l'achat d'un terrain par la commune d'Onex.

L'acquisition de ce terrain situé dans une zone qui prévoit 70% de surfaces commerciales, serait l'occasion pour la commune de devenir partie prenante du projet et surtout de favoriser la création de logements abordables.

Alors que la crise du logement fait rage, la droite et l'extrême droite font campagne pour préserver les profits des promoteurs qui vont à l'encontre des besoins de la population.

Il faut soutenir cet achat et inciter l'exécutif à échanger des droits à bâtir pour favoriser la création de logements locatifs. L'Union Populaire se mobilisera dans ce sens. ■

POUR LE CONSEIL
ADMINISTRATIF

VOTEZ
SOPHIE
MARCHAND
et THÉO
WIDER

LANCY: LISTE 5 - UNION POPULAIRE



1. Savas YILMAZ
36 ans, Petit-Lancy (Marbriers), enseignant au Cycle d'Orientation, membre de la Fédération des Associations de Maîtres du Cycle d'Orientation



2. Giulia WILLIG
35 ans, Grand-Lancy (Semailles), enseignante au Cycle d'Orientation, membre du Syndicat des Services Publics (SSP)



3. Taieb KALI
55 ans, Grand-Lancy (Colline), architecte, membre de la Société des ingénieurs et architectes (SIA) et candidat au Conseil administratif de Lancy.



4. Georgina GERBER
38 ans, Grand-Lancy (Chapelle), ingénieure environnement et sécurité, membre de la Coopérative de l'Habitat associatif (CODHA)



5. Kodjo AKAKPO
34 ans, Grand-Lancy (Bachet), agent de sécurité publique à la police internationale, membre de l'Union des Fonctionnaires de la Police Genevoise (UFGP)



6. Brigitte TRACHSEL
63 ans, Grand-Lancy (Palettes), agente de sécurité non armée, membre d'Avenir Syndical



7. Sébastien ABBEG
44 ans, Petit-Lancy (Marbriers), informaticien, membre de la Maison de quartier du Plateau (MQP)



8. Sebahat SAHIN
51 ans, Grand-Lancy (Adret/Pont-Rouge), bénéficiaire d'une rente de l'Assurance Invalidité (AI)



9. Gaël GERBER
39 ans, Grand-Lancy (Chapelle), travailleur social, praticien formateur HES, membre du Syndicat Interprofessionnel de Travailleurs-euses (SIT)



L'Union populaire se présente pour la première fois à Lancy après une longue absence de la gauche combative. Dans une commune qui connaît une courte majorité de gauche, mais où les forces populistes continuent de faire des scores importants, notre engagement peut faire la différence. En votant l'Union Populaire, vous renforcez la majorité de gauche à Lancy et vous lui donnez une coloration plus populaire.

En effet, l'Union Populaire à Lancy veut défendre les familles, les jeunes, les retraité-e-s, les oublié-e-s... Celles et ceux qui n'en peuvent plus de la cherté de la vie ! Mais voter la liste N°5 de l'Union Populaire c'est aussi un signe de rupture contre l'inaction des partis institutionnels !

Le manque de logements abordables et la situation des crèches dans notre commune en sont des exemples concrets.

Construisons des logements abordables

Nous proposons que la commune constitue une réserve foncière en usant son droit de préemption pour le rachat de terrains, afin de construire des logements d'utilité publique ou des coopératives en priorité pour nos habitant.e.s !

Pour la gratuité des crèches et du parascolaire

Concernant les crèches, le manque de places et les prix empêchent un très grand nombre de famille d'accéder à ce service, dont le rôle est crucial. En 2023, les enfants de 0 à 4 ans représentaient environ 6% de la population lancéenne, soit 2048 enfants, alors que la capacité de places actuellement disponible dans notre commune est de 602 places, ce qui couvre seulement 29% de la demande réelle !

C'est pourquoi nous vous proposons la gratuité de la crèche et du parascolaire pour chaque enfant de la commune.

Nous avons également d'autres mesures que nous souhaitons mettre en œuvre au Conseil municipal et au Conseil administratif de la Ville de Lancy :

- Subvention de 50% pour les abos TPG;
- **5% du budget communal pour financer des projets décidés directement par les habitant.e.s.;**
- Création d'une maison de la culture alternative;
- Renforcement des dispositifs d'urgence pour les femmes victimes de violences;
- Ouverture d'épiceries solidaires avec des partenariats avec des producteurs locaux;
- Création de zones 30 km/h partout où cela est possible;
- Introduction d'un congé menstruel de deux jours aux employées communales;
- Intervenir au plan cantonal au côté des autres communes populaires en faveur d'une fiscalité plus progressive

Vous voulez en savoir plus sur nos propositions pour Lancy ? Consultez l'entier de notre programme et de nos infos lancéennes sur le site : www.unionpopulairelancy.ch.

**POUR LE CONSEIL ADMINISTRATIF
VOTEZ TAIEB KALI**

Chaque enfant a droit à une place en crèche et un accueil parascolaire gratuits



L'Union Populaire vient de lancer deux initiatives cantonales constitutionnelles. Elles prévoient la gratuité des crèches, du parascolaire et des cuisines scolaires, tout en développant l'offre, afin de garantir une place par enfant.

Il est temps que chaque enfant ait droit à une place en crèche et à un accueil parascolaire gratuit. Nous vous invitons à signer les deux textes et à nous les renvoyer au plus vite (www.union-populaire.ch).

Les crèches et l'accueil parascolaire sont devenus indispensables, parce que deux revenus sont nécessaires pour subvenir aux besoins d'une famille. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui, **alors que le coût de la vie augmente** et que les salaires stagnent.

Lorsque l'un des deux parents doit réduire son temps de travail, c'est le plus souvent la mère. Les femmes voient ainsi leurs salaires, leurs retraites et leurs responsabilités professionnelles diminuer.

Or il manque actuellement 4000 à 5000 places de crèche dans le canton de Genève et leur prix est prohibitif, malgré les subventions.

Les communes suburbaines, comme Onex, Lancy, Meyrin ou Vernier sont les plus mal loties. Notre initiative prévoit à la fois la gratuité et une offre de places en crèche répondant aux besoins.

Il est essentiel de garantir à chaque **enfant la possibilité de bénéficier** de crèches publiques, d'autant plus qu'un accueil préscolaire de qualité est essentiel pour réduire les inégalités à l'entrée de l'école.

Souvent, les horaires de travail ne coïncident pas avec ceux de l'école et la garde des enfants devient un casse-tête. 80% des enfants du primaire dépendent du parascolaire dans le canton de Genève.

Notre initiative prévoit sa gratuité, au même titre que l'école. Cela comprend l'ensemble de l'accueil, depuis le matin, jusqu'à l'après-midi, en passant par le repas de midi. Il est essentiel **que nos enfants puissent bénéficier** de structures d'accueil de qualité.

En garantissant à chaque enfant l'accès à une alimentation saine et à un environnement éducatif de qualité, on renforce l'égalité des chances. Les **deux textes prévoient un financement** conjoint du canton et des communes.

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LES DEUX INITIATIVES

Mail: info@union-populaire.ch Tél: + 41 79 800 68 73
www.union-populaire.ch
Secrétariat: 84 Boulevard Carl-Vogt 1205 GENÈVE

CCP 15-651667-7
IBAN: CH890900 0000 1565 1667 7
Adresse: Résistons
C.P. 116 1211 GE 28
Mention «Dons UP»

VOTEZ - VOTEZ - VOTEZ

Ville de Genève:
LISTE 1 EAG-UP

Lancy
LISTE 5 UP

Onex
LISTE 2 UP



MAIS COMMENT VOTER ?

MODE D'EMPLOI

En Ville de Genève les 20 candidat-e-s de l'Union Populaire au Conseil municipal (CM) figurent sur une liste unique commune, de la gauche de la gauche, la Liste N° 1 dont le nom est EAG-UP.

Passer le quorum à 7% et obtenir un maximum de sièges au CM, permettra à la gauche conséquente d'être présente et barrera la route en Ville à une majorité de droite alignée derrière le PLR.

Pour que votre vote «pèse» le 100% de son potentiel, il faut que votre bulletin de vote au CM de la Ville de GE, qu'il soit préimprimé ou vierge et complété à la main, comporte en tête le N°1 et le nom EAG-UP ou Ensemble à Gauche - Union Populaire. Pour Lancy et Onex c'est le nom Union Populaire qui doit figurer.

Ensuite et ensuite seulement, on peut choisir ses candidat-e-s préférés en barrant les noms qu'on ne voudrait pas soutenir sur la liste préimprimée (pratique dite *latoisage*) ou en inscrivant seulement ceux-celles qu'on veut favoriser sur la liste vierge.

Dans tous les cas, nous invitons à faire figurer sur votre bulletin tous et toutes les candidat-e-s de l'Union Populaire, mais aussi à éviter d'affaiblir le poids de votre vote en rajoutant des personnes d'autres listes (pratique dite du *panachage*).

Dans d'autres communes, en l'absence de listes à gauche du PS et des Vert-e-s, nous appelons à voter au mieux de façon à barrer la route au PLR et à ses comparses du Centre, des Verts Libéraux, du MCG et de l'UDC

Enfin, si vous n'avez pas de passeport suisse, mais que vous résidez dans notre pays depuis 8 ans, ne ratez pas cette élection municipale. C'est - pour le moment - la seule à laquelle vous ayez droit de participer! Si vous avez un permis ou une carte de légitimation délivrée par Berne, il y a un formulaire à remplir. Pour les titulaires de permis de séjour «ordinaires» vous recevez votre matériel de vote sans autre par poste. Si ce n'était pas le cas, téléphonez au Service des Votations au 022 546 52 00. ■